

Perspectives économiques provinciales

Analyse des perspectives de croissance des provinces en 2019

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef | 416-982-8067

Derek Burleton, vice-président et économiste en chef adjoint | 416-982-2514

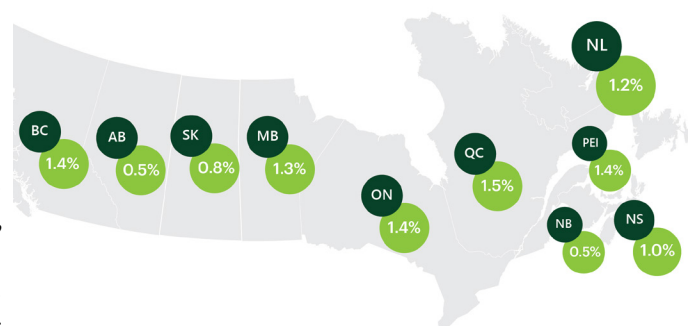
Rishi Sondhi, économiste | 416-983-8806

Omar Abdelrahman, économiste | 416-734-2873

14 mars 2019

- Par rapport à nos prévisions de décembre, les perspectives de croissance économique pour 2019 se sont assombries à l'échelle nationale, surtout dans les Prairies et en Colombie-Britannique. Nos rajustements, qui abaissent sous la tendance les taux de croissance projetés en 2019, témoignent d'une économie étonnamment essoufflée au tournant de 2019. Dans les différentes régions, un ensemble de dynamiques de croissance plus constructives devrait susciter un regain de vitalité à partir du T2 de 2019.
- Les prévisions de croissance de l'Alberta en 2019 ont été abaissées sous la barre de 1 %. La croissance devrait connaître un bond modéré en 2020. La réduction de la production de pétrole, qui est mandatée depuis le début de l'année, a entraîné la hausse des prix du bitume. Toutefois, l'ébranlement de la confiance des investisseurs à la suite de l'effet combiné de la dégringolade des prix de l'an passé et de l'incertitude persistante à l'égard des perspectives d'investissement à moyen terme dans le secteur de l'énergie a été plus important que prévu en décembre.
- Du côté des Prairies, même si la Saskatchewan et le Manitoba s'en tirent mieux que l'Alberta, ces deux provinces ont vu leurs perspectives de croissance à court terme refroidies par la faiblesse des marchés des produits de base au cours des derniers trimestres sur fond de baisse de la croissance mondiale et d'incertitude à l'égard du commerce international. Une faible reprise de la demande mondiale plus tard en 2019 devrait entraîner une légère hausse dans ces provinces et rapprocher les taux de leurs taux tendanciels respectifs en 2020.
- Dans l'ensemble, l'économie de la Colombie-Britannique a commencé l'année en bonne posture, mais les effets négatifs du ralentissement de ses principaux marchés de l'habitation urbains sur une période d'un an deviendront plus apparents dans les données de consommation des mois à venir. Malgré une croissance inférieure à la normale, la Colombie-Britannique devrait continuer d'afficher le plus faible taux de chômage des provinces.
- En raison du ralentissement des dépenses des consommateurs au début de 2019, il sera difficile pour les économies de l'Ontario et du Québec d'éviter un scénario de croissance modérée pour une deuxième année consécutive. Néanmoins, la résilience des marchés de l'emploi et la croissance respectable continue qui est attendue aux États-Unis cette année limiteront les effets de la baisse. Québec devrait profiter d'un avantage sur l'Ontario au chapitre de la croissance, en

Prévisions de croissance des PIB réels provinciaux (2019)



Source: Services économiques TD. Prévisions en date de mars 2019.

partie attribuable à ses meilleures finances publiques et au dynamisme de son marché de l'habitation.

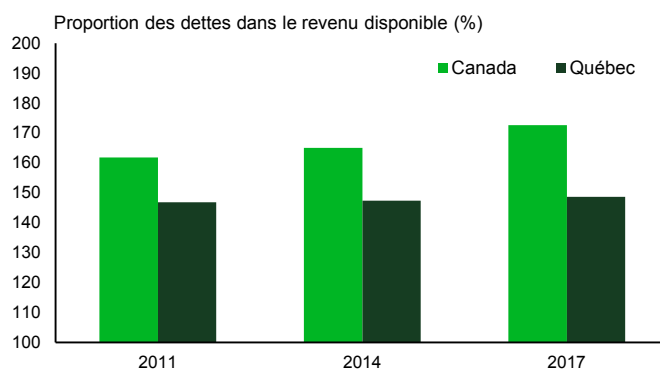
- La croissance des provinces de l'Atlantique, contrairement à celle des autres régions, reste essentiellement inchangée par rapport aux perspectives de décembre. L'Île-du-Prince-Édouard devrait figurer en tête du classement en termes de croissance, et Terre-Neuve-et-Labrador devrait voir une amélioration de son taux par rapport à 2018. Des performances modestes s'inscrivant dans la continuation sont attendues en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

L'économie québécoise devrait surpasser l'économie canadienne

L'économie québécoise a continué de faire bonne figure. En effet, le PIB réel a progressé à un rythme d'environ 2,0 % en 2018, soit beaucoup plus rapidement que celui du Canada. À contre-courant de la tendance nationale, l'économie provinciale semble avoir réussi à conserver presque tout l'élan de sa solide croissance à la fin de 2018, malgré la turbulence accrue des marchés financiers mondiaux qui mine la confiance des investisseurs. Le Québec n'évitera donc pas la tendance nationale de ralentissement de la croissance. Toutefois, nous nous attendons à ce que le Québec fasse partie des quelques provinces où l'expansion devrait surpasser les estimations du taux national.

Au Québec, les dépenses des consommateurs devraient bien tenir le coup malgré les effets négatifs de l'augmentation des coûts d'emprunt au cours des 18 derniers mois. Les dépenses des ménages ont été stimulées par la conjoncture avantageuse du marché du travail et la hausse soutenue des ventes d'habitation. De plus, les ménages québécois sont moins endettés que ceux d'autres grandes provinces et

Graphique 1 : Les ménages sont moins endettés au Québec



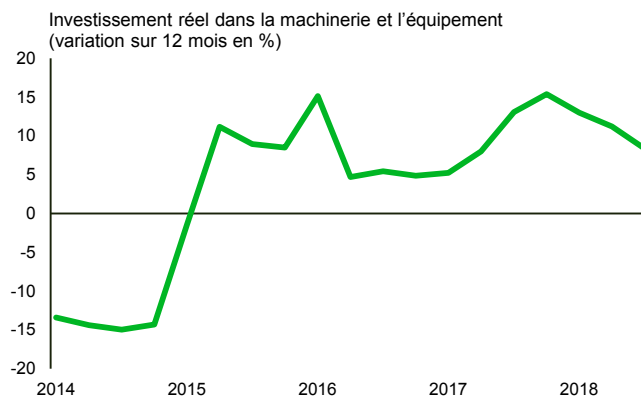
Sources : Statistique Canada, Services économiques TD.

épargnent relativement plus. Ils sont par conséquent mieux positionnés pour résister aux hausses des taux d'intérêt et aux perturbations des revenus.

La pénurie de main-d'œuvre restera un enjeu pour le Québec et devrait être exacerbée par la politique du gouvernement provincial visant à réduire l'immigration de 20 % cette année. Cette pénurie devrait freiner la croissance, les entreprises peinant à trouver la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire à la demande.

En parallèle, la pénurie favorise l'investissement dans de nouveaux équipements. À l'avenir, nous nous attendons à ce que les dépenses en immobilisations non résidentielles demeurent un solide facteur de croissance, les entreprises réagissant aux pressions découlant d'une capacité accrue, à

Graphique 2 : Solides dépenses en immobilisations au Québec



Sources : Institut de la Statistique du Québec, Services économiques TD.

Prévisions Éconcomiques : Québec			
[Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire]			
	2018	2019	2020
PIB réel	2.0	1.5	1.5
PIB nominal	3.6	3.5	3.6
Emplois	0.9	1.3	0.5
Taux de chômage (%)	5.4	5.4	5.6
Mises en chantier (milliers d'unités)	46.8	46.1	43.2
Prix moyen de revente des maisons	5.3	4.5	3.0
Ventes de maisons existantes	4.8	9.0	3.5

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

la hausse de la demande nationale et à la croissance continue aux États-Unis. Par ailleurs, l'Accord Canada–États-Unis–Mexique apporte un effet rassurant quant aux perspectives commerciales. Le gouvernement du Québec a adopté des politiques servant à favoriser l'investissement, dont des mesures d'accélération de la dépréciation des propriétés commerciales et une déduction pour amortissement de 30 % dans le cas de certains investissements.

La demande du secteur de l'habitation se porte bien, soutenue par un marché de l'emploi en bonne posture et une population croissante. Ces facteurs devraient continuer à favoriser les ventes résidentielles et les mises en chantier. La croissance des prix devrait être relativement forte, surtout en raison des conditions serrées des marchés de la revente. Par exemple, à Montréal, le ratio ventes/nouvelles inscriptions était de 80 % en janvier – un sommet depuis 2000.

Prévisions Économiques Provinciales																		
	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
National	1.8	1.2	1.8	3.6	3.2	4.0	1.3	1.5	0.6	5.8	5.9	5.9	214.0	196.8	195.2	-3.6	-1.2	2.8
Terre-Neuve-et-Labrador	-0.3	1.2	1.1	2.4	3.3	3.4	0.4	1.5	-0.6	13.8	12.6	13.1	4.8	0.9	1.0	-1.4	-2.1	-0.8
Île-du-Prince-Édouard	2.5	1.4	1.3	4.4	3.2	3.4	3.0	-0.7	0.3	9.4	9.6	9.5	1.0	0.9	1.1	4.5	3.4	3.2
Nouvelle-Écosse	1.2	1.0	1.2	2.7	2.8	3.1	1.5	1.6	-0.2	7.6	7.0	7.3	4.8	4.1	4.0	3.2	2.9	2.5
Nouveau-Brunswick	0.9	0.5	0.8	1.9	2.4	3.0	0.3	0.1	0.0	8.0	8.3	8.3	2.3	1.6	1.9	5.9	4.0	4.2
Québec	2.0	1.5	1.5	3.6	3.5	3.6	0.9	1.3	0.5	5.4	5.4	5.6	46.8	46.1	43.2	5.3	4.5	3.0
Ontario	1.9	1.4	1.7	3.6	3.4	3.8	1.6	2.0	0.6	5.6	5.7	5.8	79.4	74.4	73.9	-1.8	1.4	3.5
Manitoba	1.6	1.3	1.7	3.5	3.1	3.9	0.6	1.6	0.8	6.0	5.5	5.5	7.4	5.7	5.5	1.2	0.4	3.3
Saskatchewan	1.0	0.8	1.2	2.8	2.6	3.6	0.5	0.9	0.6	6.1	6.0	6.1	3.6	2.5	4.1	-2.3	-1.8	-1.3
Alberta	2.1	0.5	2.4	3.6	2.2	5.1	1.9	0.1	1.3	6.6	7.1	6.8	26.2	22.9	25.7	-2.4	-3.5	-0.6
Colombie-Britannique	2.0	1.4	2.0	4.0	3.4	4.2	1.1	2.3	0.6	4.7	4.6	4.7	40.9	38.2	34.9	0.9	-5.1	2.2
Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, mars 2019.																		

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, mars 2019.

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.